



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations de la Vendée**

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 3 juin 2025

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 02/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS LES FERMES DE VENDÉE**

7 avenue Victor Hugo  
86450 PLEUMARTIN

**Nos Références : 25-1011 CA/BB**  
**Code AIOT : 0058502356**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2025 dans l'établissement SAS LES FERMES DE VENDÉE, implanté Le Fondreau - 85450 PUYRAVAULT. L'inspection a été annoncée le 10/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS LES FERMES DE VENDÉE
- Le Fondreau 85450 Puyravault
- Code AIOT : 0058502356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site du Fondreau héberge des poulettes pré-pondeuses. Ce site est géré par la SAS LES FERMES DE VENDÉE, établissement détenu par la SAS LIOT siégeant à Pleumartin. L'arrêté préfectoral 2021-151 du 25/03/2021 autorise l'élevage pour 195 000 emplacements.

Le site comporte :

- 8 bâtiments identiques de 1700 m<sup>2</sup>,
- un hangar à l'entrée abritant le matériel, le groupe électrogène, le stockage des produits, les congélateurs de cadavres,
- un groupe modulaire permettant l'accès sanitaire sécurisé du site avec les vestiaires, les bureaux
- une citerne gaz de 30 tonnes en fond de site
- un caisson frigo d'enlèvement des cadavres par la SECANIM en limite de propriété

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	12 mois
6	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Conforme
3	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Conforme
4	Nature et risques des produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Conforme
7	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	Conforme

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Le contrôle électrique initialement prévu le 05/03/2025 a été décalé au 06/06/2025 pendant un vide sanitaire. Le dernier rapport de contrôle gaz n'a pas été visualisé le jour du contrôle.
- Les vannes de coupure gaz sont présentes et signalées dans chaque sas mais toujours pas sous verre dormant à l'entrée des bâtiments (déjà demandé lors de l'inspection du 26/03/2021).
- Les déclarations d'activité polluantes annuelles ne sont pas faites sur le site GERE depuis le début de la procédure en 2020.
- Concernant les MTD organisationnelles (MTD 1 et 2) : si des formations ont été suivies par le personnel depuis l'inspection du 26 mars 2021, les attestations de réalisation sont à fournir. De plus, un plan de contrôle, de maintenance préventive et de nettoyage des installations est réalisé lors des vides sanitaires : il reste à confirmer que ces interventions sont répertoriées sur un document synthétique. Les contrôles des entreprises spécialisées devraient aussi y figurer.



## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;</li><li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none"><li>- le registre des risques (art. 14) ;</li><li>- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;</li><li>- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;</li><li>- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;</li><li>- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;</li><li>- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ».</li></ul></li></ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> <u>Les effectifs :</u> Au jour du contrôle, les effectifs sont pour les 8 bâtiments de V1 à V8 de 24120 + 23620 + 23940 + 23814 + 23650 + 23208 + 22704 + 22565 = 187076 poulettes. Les effectifs initiaux à l'entrée des animaux en semaine 4 étaient de 195380. Il est rappelé que les effectifs autorisés tiennent compte de tous les volailles, y-compris les 2 % de volailles sur-numéraires. <u>Le registre des risques</u> cf point de contrôle n° 10) <b>Le contrôle électrique initialement prévu le 05/03/2025 a été décalé au 06/06/2025 pendant le vide sanitaire.</b> Dernier contrôle du 27/11/2023. <u>Plan des réseaux de collecte des effluents :</u> vide sanitaire simultané sur tout le site. Litière en granulé (sur sol en béton) évacuée sans stockage sur site. <u>Plan d'épandage/cahier d'épandage :</u> point non évalué - grille de contrôle partielle. <u>Enlèvement équarrissage :</u> Caisson réfrigéré en limite de site accessible par l'extérieur pour l'équarrissage sans pénétrer sur le site. Stockage provisoire dans des congélateurs dans le hangar d'entrée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> <b>Demande de justificatif à l'exploitant</b>
<b>Proposition de délais :</b> <b>3 mois</b>

**N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> Site entretenu avec des abords propres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Recensement des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024. Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.
<b>Constats :</b> Plan des zones à risque présent le jour du contrôle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Nature et risques des produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.
<b>Constats :</b> Fiches de données de sécurité des biocides présentes dans un classeur. La liste pourrait être complétée par celle du fioul du groupe électrogène et celle du gaz.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li><li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li></ul> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li><li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li><li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li><li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li></ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Point d'eau naturel sur le canal contigu au site répertorié disponible par le SDIS sous le n° 185-0028. Toutefois, au vu du niveau d'étiage bas en période estivale, le groupe LIOT envisage une poche d'eau souple, non loin de la citerne de gaz.</li><li>- Extincteurs fonctionnels (2 extincteurs par bâtiment, eau et CO<sub>2</sub>), 2 extincteurs à proximité de la citerne de gaz, 2 extincteurs dans le hangar, un extincteur dans le modulaire vestiaires/bureau.</li><li>- Vannes de barrage gaz présentes et signalées dans chaque sas. Elles ne sont pas sous verre dormant et gagneraient à être accessibles à l'extérieur de chaque bâtiment (point déjà relevé lors de l'inspection du 26/03/2021).</li><li>- Numéros d'appel d'urgence et dispositions immédiates affichés dans chacun des 8 sas sanitaires.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> <b>Demande d'action corrective</b>
<b>Proposition de délais :</b> <b>12 mois</b>

**N° 6 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus. Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
<b>Constats :</b> L'établissement emploie 4 personnes sur le site du Fondreau. <b>Le dernier contrôle électrique prévu le 05/03/2025 a été décalé au 06/06/2025 au moment d'un vide sanitaire.</b> <b>Un contrôle de la citerne gaz serait fait tous les 3 ans par primagaz. Le dernier rapport n'a pas été visualisé le jour du contrôle.</b> Plan des zones à risque et fiches de données de sécurité présentés le jour du contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> <b>Demande de justificatif à l'exploitant</b>
<b>Proposition de délais :</b> <b>3 mois</b>

**N° 7 : Accès aux installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.
<b>Constats :</b> Site clôturé non accessible sans autorisation. Sas sanitaire par un modulaire à l'entrée du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Mise en œuvre des MTD**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.



Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.

**Constats :**

L'exploitation est soumise à la directive Européenne IED (plus de 40000 places de volailles). A ce titre, les MTD décrites dans le dossier de réexamen et dans le dossier de modification de 2020 sont applicables depuis février 2021.

La déclaration annuelle des émissions polluantes (GEREP) n'est pas en ligne sur le site dédié.

Le contrôle des calculs annuels des excréments d'azote et de phosphore (BRS) et des émissions polluantes (GEREP) n'a donc pas pu être vérifié.

Concernant les MTD organisationnelles (MTD 1 et 2) :

- des consignes de sécurité sont affichées concernant l'incendie ou les sinistres.
- si des formations ont été suivies par le personnel depuis l'inspection du 26 mars 2021, les attestations de réalisation sont à fournir,
- un plan de contrôle, de maintenance préventive et de nettoyage des installations est réalisé lors des vides sanitaires : il reste à confirmer que ces interventions sont répertoriées sur un document ainsi que le suivi des contrôles APAVE.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Émissions atmosphériques d'ammoniac**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45

**Thème(s) :** Élevage, Dossier

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »

Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020

**Constats :**

Depuis leur mise en place, aucune déclaration GEREP des activités polluantes n'est en ligne sur le site concerné. L'exploitant explique qu'il n'a pas accès au site GEREP dédié. L'inspecteur va révéifier au bureau les droits nécessaires à l'établissement pour faire cette démarche annuelle obligatoire avant le 31 mars de chaque année.

Remarque post-contrôle : la DDPP 85 est intervenu sur le site le 16/05/2025 pour les droits d'accès et en a informé l'établissement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois